

Développement : la fin des modèles? Quelques observations sur les mutations des années 1980

Sophie Bessis

Volume 6, Number 1, Spring 1988

L'économie mondiale en mutation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002040ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002040ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bessis, S. (1988). Développement : la fin des modèles? Quelques observations sur les mutations des années 1980. *Cahiers de recherche sociologique*, 6(1), 79–97. <https://doi.org/10.7202/1002040ar>

Développement: la fin des modèles? Quelques observations sur les mutations des années 1980

Sophie BESSIS

Il n'y a guère d'originalité à constater que les années 1980 ont été marquées par des crises multiformes, mondiales, n'épargnant aucune région du monde développé ou en développement, profondes et touchant à la fois les économies nationales et les relations internationales. La longueur de cette récession, dont les origines remontent à une quinzaine d'années, la variété de ses phases successives, dont certaines ont vu de timides reprises de la croissance, l'universalité qui la caractérise, ont engendré une série de mutations qui ont bouleversé non seulement les relations entre les différents acteurs économiques et sociaux à l'intérieur des États, non seulement les rapports entre les différents protagonistes du système mondial, mais l'image qui s'était progressivement imposée jusqu'à la fin des années 1970 d'une relative uniformité des règles présidant au développement et des bases sur lesquelles a reposé pendant si longtemps cette universalité du modèle. Au-delà d'une communauté de contraintes à l'intérieur du monde développé d'une part, du monde dit en développement de l'autre, on peut en effet constater une certaine variété des réactions et des réponses à la crise d'une région à l'autre du monde. C'est cette variété qui commence à provoquer une redéfinition du rôle respectif des différents acteurs économiques sur la scène mondiale et une remise en question des modèles successifs proposés ou imposés au monde en développement.

1 La crise, dans tous ses états

On comprendra mieux l'importance des changements intervenus depuis une décennie en jetant un bref regard sur l'état du monde, ou du moins de ses zones de tempêtes, en cette fin de 1987.

1.1 L'Amérique latine

L'Amérique latine, dont certains des pays parmi les plus puissants étaient naguère cités en exemple pour leur remarquable capacité à brûler les étapes du développement, continue de se débattre dans une crise financière sans précédent aux lourdes conséquences politiques, économiques et sociales. Les chiffres de la dette extérieure latino-américaine sont connus: celle du Brésil et du Mexique dépasse les 100 milliards de dollars. De 1982 à 1986, cette région a globalement versé 175,2 milliards au titre du service de la dette, dont 131,9 milliards de remboursement de capital, devenant une zone exportatrice de capitaux puisqu'elle n'a reçu dans le même temps que 43,4 milliards de nouveaux prêts. Pour s'acquitter du seul service de sa dette, le Brésil doit transférer chaque année à l'étranger l'équivalent de 5% de son PIB. On comprendra que cette ponction ait réduit partout les possibilités d'investissement et de relance de l'économie, les nouveaux prêts étant en effet presque exclusivement consacrés au paiement des échéances de la dette. Pression accrue des créanciers sur des structures productives affaiblies par l'essoufflement du processus d'industrialisation, chute des recettes en devises pour les producteurs d'hydrocarbures et de matières premières, aggravation des dépendances alimentaires due à une orientation de l'agriculture vers la satisfaction des marchés extérieurs, en particulier nord-américains, les grandes nations latino-américaines affrontent une série de problèmes analogues.

Pourtant, devant l'ampleur de la crise et la gravité de ses manifestations, on assiste depuis quelques années à une diversification des stratégies mises en œuvre pour en sortir et pour gérer les conflits politiques et sociaux nés, entre autres, de plusieurs années d'application de la politique de l'offre chère au FMI. Du nationalisme économique prôné par le péruvien Alan Garcia au plan austral qui a donné pendant un temps en Argentine des résultats non négligeables (alors même que le plan cruzado brésilien était un échec), en passant par l'orthodoxie mexicaine en matière de gestion de la dette, les régimes en place — dont l'arrivée au pouvoir dans la plupart des pays concernés est une conséquence politique directe de la crise — tentent donc de restaurer les grands équilibres mis à mal par l'aggravation de la contrainte externe, et de désamorcer les conflits sociaux qui en sont le résultat. Si l'on assiste à des tentatives de réponse commune — à l'intérieur du groupe de Carthagène notamment — vis-à-vis des exigences de créanciers, il convient surtout de noter que, bien plus que naguère, chacun d'eux semble avoir pour objectif de trouver ses propres réponses à la crise en

fonction de ses capacités de négociation au plan international et des spécificités de son économie et de sa formation sociale. Tout se passe comme si une certaine vision macro-économique des contraintes qui définissent l'espace latino-américain cédait du terrain devant l'urgence des solutions nationales à trouver pour contenir les dangers de désintégration des États consécutifs aux mutations conflictuelles de ces dernières années.

1.2 L'Afrique

L'Afrique, qui semble pour sa part avoir été pendant vingt-cinq ans un véritable laboratoire des thèses en vogue sur le développement, ne s'est jamais aussi mal portée, et les échecs s'y succèdent avec une navrante régularité: échec des tentatives d'industries industrialisantes des années 1960 qui n'ont pas — là où elles ont été mise en œuvre — donné naissance à un véritable tissu industriel et n'ont pas eu davantage d'effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie. Echec d'un développement agricole fondé sur des techniques et des modèles de production mimétiques par rapport à l'Occident et qui n'a entraîné nulle part d'accroissement de la productivité paysanne ni de modernisation généralisée du monde rural. Echec total de modèles largement déconnectés des contraintes et des réalités continentales, fondés sur le développement d'un secteur "moderne" ne répondant ni aux besoins ni à la taille des marchés nationaux et mal orientés vers la demande jugée prioritaire des pays industriels. Ces expériences ont abouti le plus souvent à une paupérisation du monde rural et à une urbanisation massive ne répondant à aucun impératif de nature économique.

Ces faits sont connus, les catastrophes en tous genres qu'a subies ces dernières années l'Afrique sub-saharienne l'ayant propulsée sur le devant de la scène. Il faut y ajouter les éléments plus nouveaux d'une longue période de récession qui n'a pas fini de faire sentir ses effets, principalement un gonflement de la dette extérieure sans rapport avec les capacités de remboursement des États concernés qui ont vu dans le même temps se réduire leurs recettes en devises du fait de la chute des cours des matières premières. Si l'Afrique a vu pendant les années 1970 l'émergence d'États rentiers, du pétrole surtout, pendant que se revalorisait également le cours de certains produits agricoles comme le cacao et le café, la seconde moitié des années 1980 a accentué la fragilité d'économies totalement dépendantes des exportations de produits de base. Et si la dette globale de l'Afrique dépasse à peine les 200 milliards, ce qui peut paraître dérisoire comparée à celle de

l'Amérique latine, elle est souvent plus lourde par rapport au PNB et aux capacités d'exportation que celles des États les plus endettés en valeur absolue.

On peut tirer quelques enseignements de cette situation: le premier et le plus évident consiste à constater la faillite des multiples variantes africaines du socialisme héritées de la commune matrice bureaucratique et ayant comme objectif réel sinon explicite de renforcer l'emprise d'appareils d'État en voie de constitution sur des formations sociales extrêmement hétérogènes. Le second concerne non plus le modèle dit socialiste mais les recettes libérales mises systématiquement en oeuvre par le FMI sur le continent depuis le début des années 1980: mode de gestion de la crise à vocation universelle s'il en est, la politique du FMI, appliquée ici avec d'autant plus de rigueur que la capacité de négociation des pays concernés est réduite à sa plus simple expression, n'a rétabli nulle part les équilibres financiers d'États souvent au bord de la banqueroute. Si l'on n'en est pas encore à une remise en question explicite du modèle libéral, lequel s'est davantage superposé qu'il n'a succédé au modèle bureaucratique, on tente çà et là de prendre ses distances, quand on en a les moyens, avec la thérapie du FMI relayée dans cette partie du monde par la Banque mondiale qui y joue un rôle déterminant.

En Afrique aussi, on assiste donc à certaines tentatives d'apporter des réponses spécifiques à une récession qui, malgré un large "fonds commun", n'a pas partout les mêmes manifestations: tentatives prudentes de libéralisation des États "socialistes" comme l'Algérie ou le Mozambique, politiques volontaristes de développement prioritaire du monde agricole dans certains États sahéliens comme le Niger ou le Burkina, application sélective des recettes du FMI en essayant d'en atténuer les effets les plus dévastateurs au Nigéria, au Ghana ou en Tanzanie. L'extrême dépendance de la plupart des pays africains par rapport aux économies développées et à l'assistance multiforme accordée par les États industriels pourrait interdire que s'y élaborent — bien timidement encore — des stratégies de rechange dont on commence à croire qu'elles sont seules capables de stopper l'involution que connaît le sous-continent sub-saharien. Mais cette dépendance est atténuée par leur faible importance stratégique et la présence relativement modeste des grands groupes industriels et bancaires des pays centraux, la modestie même de l'enjeu qu'ils représentent leur octroyant une certaine marge de manœuvre. Au-delà d'un certain nombre de maux communs, la variété des situations que recouvre la superficielle uniformité africaine semble

être une découverte récente de l'économie politique, entraînant l'élargissement de l'éventail des remèdes proposés à ses planificateurs.

1.3 L'Asie du Sud-Est

Autre réalité, autre cas de figure, l'Asie du Sud-Est ou plutôt le groupe de pays à croissance rapide dont les chefs de file demeurent Singapour, la Corée du Sud et Taïwan: ces nations phares du monde en développement, elles aussi proposées comme modèles au cours des années 1970, n'ont pas non plus échappé aux effets d'une récession mondiale et ont vu, au tournant des années 1980, leur taux de croissance baisser dans d'alarmantes proportions: 4,5% pour Taïwan en 1985, soit un des chiffres les plus bas des vingt années précédentes; 5% en Corée du Sud la même année contre 7,5% en 1984 et 9,3% en 1983; -1,8% en 1985 et +1,9%, en 1986, à Singapour, qui a connu à la même époque une série d'impressionnantes faillites et un mémorable krach boursier. Crise d'origine externe essentiellement pour les trois pays: le rétrécissement du marché nord-américain y a joué un rôle majeur dans la mesure où il absorbe un tiers des exportations sud-coréennes et la moitié de celles de Taïwan, de même que le relatif appauvrissement des monarchies pétrolières du golfe arabo-persique, débouché privilégié des firmes sud-coréennes de travaux publics. Poids de l'endettement extérieur également pour Séoul dont la dette dépasse les 45 milliards, aggravant ainsi la pression de la contrainte externe, contrairement à Taïwan dont les choix sectoriels ont permis de limiter la dette à des proportions beaucoup plus modestes (moins de 10 milliards).

Dans cette partie du monde cependant, quelle qu'ait été sa gravité, ce n'est pas la crise qui est le phénomène majeur des dernières années, mais une remarquable reprise dont les effets ont commencé à se manifester en 1986: les taux de croissance ont retrouvé des rythmes presque équivalents à ceux des années 1970, la diversification du tissu industriel orienté vers des productions haut de gamme a permis d'échapper en partie à la concurrence des nouveaux NPI asiatiques comme la Thaïlande ou la Malaisie; l'investissement a repris sa croissance après un tassement important en 1984-1985 (3% en 1985 en Corée contre une moyenne de 16% au cours des années 1970). Crise mondiale certes, mais à laquelle l'Asie du Sud-Est a apporté des réponses plus rapides et visiblement plus efficaces que d'autres nations qui connaissent des niveaux analogues d'industrialisation et de dépendance à l'égard de l'extérieur, même si elles n'ont pas atténué son extrême

fragilité devant les fluctuations du marché mondial de produits manufacturés.

1.4 Les pays capitalistes industriels

Dernier épisode de la crise des années 1980 dont on signalera les manifestations et la portée, celle qui affecte les pays capitalistes industriels. On sait la mutation que l'évolution économique leur a imposée: les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 n'ont fait qu'accélérer le démantèlement des industries qui avaient fait la fortune du premier âge industriel, la modernisation des appareils productifs en fonction du changement qualitatif de la demande ayant constitué l'impératif majeur de la période. Si l'on n'a pas fini d'étudier les conséquences sociales, géographiques et géopolitiques de cette mutation, la décennie 1980 se caractérise surtout par un retour en force de l'idéologie libérale. Il y avait longtemps en Occident que l'idéologie n'avait pesé à ce point sur la gestion et la restructuration des appareils productifs. Cette stratégie de sortie de la crise, outre qu'elle a été dogmatiquement imposée au Tiers-Monde avec les ravages que l'on sait, a engendré une relative déréglementation des marchés et une hégémonie absolue du capitalisme financier sur le capitalisme industriel dont il serait fastidieux de détailler les manifestations. Cette suprématie a été telle qu'elle a abouti, aux États-Unis particulièrement, à une relative désindustrialisation, l'investissement industriel étant moins immédiatement rentable que le placement financier.

Les faits, comme le langage dominant, donnent aux années qui viennent de s'écouler toutes les caractéristiques d'une période pionnière... suivie d'une crise financière à la mesure de l'emballement qui l'a précédée: le krach boursier d'octobre 1987 où l'argent théoriquement perdu par les épargnants a atteint 1 000 milliards de dollars, soit à peu près l'équivalent de la dette du Tiers-Monde, la chute continue du dollar — reflet des déséquilibres financiers américains —, qui pénalise l'ensemble des monnaies des pays industriels et les échanges internationaux, sont les conséquences les plus visibles d'une libéralisation-déréglementation dont l'esprit de système n'a pas d'équivalent dans l'histoire économique de l'après-guerre. À la suite de l'éclatante remise en cause dont il vient d'être l'objet, il y a lieu de prévoir que le tout libéral devrait désormais cesser d'être offert au reste du monde comme une panacée.

* * *

Voilà un tableau certes sommaire des soubresauts les plus récents et les plus spectaculaires de l'économie mondiale, et qui n'ont été passés en revue que parce qu'ils ont provoqué la remise en cause d'un certain nombre de certitudes acquises avant la crise et assez ancrées pour avoir résisté à ses premières manifestations. Le modèle libéral avait incontestablement accru sa capacité d'attraction à partir des années 1970 avec l'épuisement des différentes variantes du modèle socialiste et/ou étatique, d'autant que dans les pays où l'État a été partie prenante du mode de développement capitaliste, le ralentissement de la croissance a entraîné la fin de l'alliance historique entre les bourgeoisies industrielles et les technocraties étatiques. Mais aujourd'hui, on l'a vu, une série de facteurs annoncent un essoufflement du modèle néo-libéral et ralentissent sinon arrêtent son offensive. La crise du capitalisme financier au Nord est déjà en train de produire certaines révisions des choix économiques aux niveaux nationaux, comme le ralentissement de la vague des privatisations en France ou l'augmentation des impôts contraire au dogme reaganien aux États-Unis, et quelques tentatives au niveau international de redéfinir certaines règles du jeu: ainsi la proposition lors de l'assemblée annuelle du FMI de septembre 1986 de redonner à l'or un rôle monétaire qu'il a perdu depuis 1971. Mais les divergences d'intérêts sont encore trop grandes entre les capitalismes centraux pour qu'on parvienne rapidement à des ententes dans ces domaines.

Au Sud, les déboires des recettes monétaristes imposées par le FMI aboutissent également, on l'a vu, à une série de remises en cause. Si celui-ci a réussi, en mettant en place des règles draconiennes de remboursement de la dette, suivies avec un empressement non dénué d'hypocrisie par l'ensemble des États créanciers, à faire globalement du Tiers-Monde un exportateur net de capitaux, il n'est nulle part parvenu — malgré ses affirmations explicites et réitérées et son assurance théorique — à favoriser une relance économique dans les pays où il est intervenu. L'occultation des facteurs extérieurs d'aggravation des crises internes, la prise en compte des seuls déséquilibres financiers nationaux et, en même temps, le refus de tenir compte des spécificités des contraintes nationales ou régionales, économiques et sociales, n'ont pas manqué d'aggraver dans de nombreux pays les tendances récessives. Le rééquilibrage des balances des paiements et la diminution des déficits budgétaires ont ainsi été obtenus à des coûts dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. En Amérique latine, comme en Afrique, on en arrive à mettre globalement en cause ces politiques et à tenter de trouver un moyen terme entre des exigences incontournables — puisqu'à

de rares exceptions près la soumission au FMI est l'unique sésame permettant d'avoir accès au marché international des capitaux — et une politique moins coûteuse en termes de souveraineté économique et financière et de retombées sociales. N'anticipons pas: l'ère néo-libérale triomphante au début des années 1980 est loin d'être close, mais les échecs du tout financier au Nord et de l'ajustement au Sud sont en passe de ternir la prétention à l'universalité dont ont fait montre pendant ce temps ses propagateurs. Au FMI lui-même, quoiqu'avec une extrême prudence, on commence à étudier des possibilités d'ajustement structurel qui n'exclurait pas une relance de la croissance. De façon moins spectaculaire que les "socialismes réalisés" des années 1960, le mythe libéral pourrait à son tour implorer sous l'effet des contradictions qu'il a contribué à accélérer.

2 Unité et diversité du monde, la fin des modèles?

Recul du poids de l'idéologie sur les stratégies de développement de cette fin de siècle par rapport au premier âge de l'émergence du Tiers-Monde? Sans souscrire à la nouvelle analyse dominante qui consiste à proclamer la mort des idéologies, il convient de constater que, tout en continuant à constituer la toile de fond des choix de politique économique et des rapports de force internationaux, elles structurent moins qu'il y a quelques années le champ dans lequel se déploient les tentatives d'ajustement à la nouvelle donne de l'économie mondiale.

2.1 La singularisation des modèles

Forgées au cours de la longue période de croissance des années 1960, d'autres idoles ont été sérieusement malmenées par la crise: si la décennie 1965-1975 avait été définie comme celle des "miracles économiques" dans certaines régions du Tiers-Monde proposées en exemple au reste du monde en développement par un Occident soucieux d'être capable lui aussi de produire des modèles, nul ne s'aventurerait plus aujourd'hui à faire état de tels phénomènes.

L'Amérique latine, Brésil en tête, est passée on l'a vu au rang de contre modèle: la gravité de ses dysfonctionnements, la faillite sociale à laquelle a mené la très réelle croissance des années 1960-1970, les conflits qui y perdurent et que ne doit pas occulter la restauration de régimes démocratiques dans une partie non négligeable du sous-continent, interdisent désormais qu'on la prenne pour exemple. On

reconnaît aujourd'hui qu'une industrialisation vers laquelle ont convergé tous les efforts — et qui a fait entre autres du Brésil la huitième puissance économique du monde capitaliste —, si elle a abouti à une croissance rapide et à une modernisation sans précédent des structures productives, a eu un prix exorbitant: sans parler des criantes carences sociales, elle a pénalisé d'autres secteurs essentiels au développement, au premier chef desquels l'agriculture vivrière. Les systèmes agro-exportateurs mis en place par la quasi-totalité des pays du sous-continent ont à la fois aggravé les problèmes fonciers et les conflits sociaux et ont abouti pour beaucoup d'entre eux à une perte de l'indépendance alimentaire, élément clef de la souveraineté politique.

Pour des raisons pratiquement opposées, le cas du Sud-Est asiatique ne peut non plus avoir valeur de modèle tant ses spécificités sont apparues évidentes à la faveur du redressement des deux dernières années. La vulnérabilité de pays comme la Corée du Sud ou Taïwan n'a certes pas diminué: dépendant des marchés de pays industriels succombant périodiquement à la tentation protectionniste pour sauver leurs propres appareils industriels, ils disposent par ailleurs d'une marge de manœuvre étroite en matière de choix sectoriels, étant en quelque sorte coincés entre le développement de productions industrielles de bas de gamme de pays comme la Thaïlande devenu le dixième exportateur de produits manufacturés du Tiers-Monde, la Malaisie, l'Indonésie, etc., et la monopolisation par l'industrie japonaise des secteurs industriels de pointe. Il n'empêche: les stratégies de sortie de la crise, sans être partout identiques, se sont révélées d'une réelle efficacité. L'État, qui en a, il est vrai, historiquement et politiquement les moyens, a réagi avec une remarquable rapidité aux menaces sur la croissance.

Ainsi, dès après l'alerte de 1975, Taipei met au point un plan de stabilisation draconien: augmentation de 50% à 95% du prix des produits énergétiques et de l'électricité, accroissement des taxes sur les produits de luxe, resserrement du crédit; en quelques mois, l'inflation est jugulée et, malgré l'accroissement des coûts de production, les produits taïwanais continuent d'être compétitifs. L'État a par ailleurs réorienté de manière volontariste les priorités industrielles en optant pour une diversification par le haut de la production, en accordant une importance accrue à la recherche, en réorientant les investissements vers les secteurs les moins sensibles aux retombées de la crise. Cette énergique politique de redressement a pu être menée grâce à la conjonction d'une série de facteurs: contrairement à l'Amérique latine, l'alliance État-bourgeoisie industrielle n'a pas pris fin au début des années 1980 et continue à être

un des piliers de la croissance. Il est vrai qu'ici l'État ne se contente pas, comme c'est souvent le cas au sud du Rio Grande (on en a eu confirmation avec les récentes discussions autour de la réforme agraire au Brésil), d'être un simple espace de négociation entre les différentes fractions de la classe dominante, mais arbitre réellement les conflits entre intérêts dominants divergents. L'élargissement du marché intérieur consécutif à un très réel accroissement du niveau de vie a par ailleurs sauvé quelques industries en mal de débouchés extérieurs.

Lentement mais sûrement les trois "dragons" asiatiques commencent à accéder au statut de sociétés de consommation. De 1973 à 1983, la Corée du Sud voyait la productivité du travail augmenter de 11% par an et les salaires moyens de 8%. Le projet politique du régime de Singapour au début des années 1980, mis à mal il est vrai par la récession de 1985, était de rattraper le niveau de vie japonais et, aujourd'hui, les trois quarts de la population sud-coréenne ou taïwanaise estiment faire partie des classes moyennes. Ce relatif consensus social, renforcé dans le cas sud-coréen et dans une moindre mesure taïwanais par une grande homogénéité culturelle et ethnique, a évité que la crise ne se traduise par des conflits devenus ailleurs ingérables. Non que ceux-ci n'existent pas: les conflits du travail ont atteint une très grande ampleur en Corée du Sud en août 1987, l'ensemble des salariés de toutes les catégories estimant qu'ils ont largement contribué à la reprise économique et qu'il méritent d'en recueillir les fruits alors que les principaux groupes industriels ont doublé leurs profits au cours des six premiers mois de 1987. Mais pour grave qu'elle soit, la crise sociale et politique que traverse la Corée tout comme les aspirations de plus en plus précises à la démocratie exprimées par la population taïwanaise sont moins des manifestations d'une permanence de sous-développement que le signe de leur passage au stade de sociétés développées. Là encore, la différence avec l'Amérique latine est patente, la vague de démocratisation dans cette dernière ayant surtout été la conséquence de l'incapacité des régimes militaires à trouver des solutions à la crise et de leur empressement pour éviter de gérer leur faillite à passer la main à des pouvoirs civils. Sans faire l'économie d'inévitables contradictions, les nations industrielles de l'Asie du Pacifique sont incontestablement en train de quitter les rivages du sous-développement. Cette évolution accentue leur spécificité et annule la valeur d'exemple dont on les a dotées au début de leur processus de développement.

2.2 Le mondial remplace l'universel

Tout se passe en fait comme si, en cette période de mondialisation de l'économie, l'universalité des modèles de développement cédait du terrain devant les différences imposées par le réel. Il convient de s'attarder quelque peu sur ce phénomène. Jamais l'interdépendance entre les niveaux national, international et mondial de l'économie n'a été aussi achevée. Mis à part quelques cas parfaitement marginaux, la moindre activité économique au plan national est conditionnée en amont comme en aval par les liens étroits qu'elle entretient avec l'économie mondiale. Il n'existe plus, en cette fin des années 1980, de secteur déconnecté du contexte international. Les avancées technologiques et la croissance de la production immatérielle ont donné une nouvelle vigueur à cette internationalisation, jamais dans l'histoire les mouvements d'information et de capitaux n'ayant été aussi rapides. Le poids nouveau de l'endettement extérieur a par ailleurs pour conséquence à long terme de réorienter les appareils industriels et agro-industriels des pays endettés vers la satisfaction prioritaire des marchés extérieurs et d'accélérer quand il n'est pas achevé le processus d'insertion de leur appareil productif dans le système mondial.

Ce double mouvement appelle une redéfinition du rôle de la donnée internationale en cette fin des années 1980. La crise industrielle, financière et idéologique, du monde développé remet irrémédiablement en cause la cohérence du modèle à prétention universelle qu'il a proposé pour leur édification aux peuples dominés avec ses deux variantes socialiste et libérale. Le processus dans lequel sont aujourd'hui engagées l'URSS et la Chine officialise en quelque sorte la faillite du modèle étatique et donne quelque consistance théorique aux tentatives périphériques d'en contester la valeur. Les effets des déséquilibres financiers des États-Unis sur le reste du monde ont par ailleurs tendance à relativiser les bienfaits du reaganisme à l'échelle planétaire. Recul théorique donc du concept d'universalité qui, au-delà des spécificités inhérentes à chaque région du Tiers-Monde, a constitué pendant des décennies la clef de voûte des stratégies de développement. Le FMI est aujourd'hui le dernier refuge du dogme de l'universalité de certaines recettes en matière de développement. Ayant considérablement renforcé ses prérogatives à la faveur des crises engendrées par les chocs pétroliers des années 1970, des dysfonctionnements du système monétaire international depuis 1971 et de l'accroissement de l'endettement du Tiers-Monde, il a pu tester à l'échelle de ce dernier la validité du corps de doctrine monétariste, sans se risquer toutefois à l'appliquer aux

économies capitalistes développées. C'est en fait cette mondialisation de son rôle et de ses interventions qui a progressivement conduit — au-delà des critiques de nature idéologique formulées contre lui — à poser une fois de plus la question de la valeur d'un modèle universel d'ajustement ou de croissance. Si elle est en effet importante, la contestation des solutions mises en oeuvre par le FMI ne se résume pas à une critique du néo-libéralisme qui en est la clef de voûte, mais révèle aussi une volonté de tenir davantage compte des contextes dans lesquels ces solutions sont censées opérer. Ce double niveau de la contestation est illustré, d'une part, par le refus de certains États à orientation nettement libérale d'appliquer telles quelles les recettes du FMI, et, d'autre part, par la tendance de plus en plus manifeste des grandes banques à négocier ou à réaliser leurs créances sur le Tiers-Monde en fonction des caractéristiques propres de l'environnement économique et financier des États débiteurs. La mondialisation de l'économie n'a donc pas empêché la diversification du Tiers-Monde (elle en a même été un élément), au point que l'économie politique en vient aujourd'hui à contester cette expression trop réductrice. Les mutations des dix dernières années et la sophistication des rapports des différentes composantes du Tiers-Monde avec les capitalismes centraux ont en effet obligé à chercher et à trouver des solutions spécifiques à des problèmes non seulement de dimensions mais de nature différentes.

2.3 Les nouveaux enjeux nationaux

Crise des modèles, diversification des situations concrètes et refus de remèdes à vocation universelle donnent une fonction nouvelle aux choix économiques nationaux: l'enjeu est moins de choisir un mode de développement que le meilleur créneau possible d'insertion dans le marché mondial. Il n'est plus question aujourd'hui de faire le choix de l'extraversion ou de l'autarcie: l'importance du marché national comme base du développement de la production dans le premier cas et le coût prohibitif de la déconnexion dans l'autre ont été abondamment prouvés. La puissance économique se mesure désormais à la capacité à négocier une insertion bénéficiaire dans le système mondial, la nature de cette insertion déterminant le degré de souveraineté des États concernés. Cette nouvelle hiérarchie prend aujourd'hui résolument la place des anciennes classifications fondées sur le degré d'industrialisation et la capacité à reproduire les étapes historiques de l'industrialisation des États centraux. De l'industrie brésilienne de l'armement à la stratégie du Koweït, qui est passé du statut d'État rentier du pétrole à celui de rentier des investissements effectués dans les secteurs les plus rentables de

l'activité industrielle et bancaire occidentale, les exemples sont nombreux de la nécessité, pour comprendre la hiérarchisation actuelle des rapports mondiaux, de tenir compte de ce nouveau paramètre. À contrario, ce n'est pas tant la dépendance des économies africaines à l'égard des marchés mondiaux que la nature de cette dépendance qui leur confère leur caractère structurel d'économies dominées.

Encore faut-il pour être en mesure de négocier sa place, pouvoir disposer de bases solides. C'est là que s'opère une des jonctions entre l'espace international et le champ national. C'est là que les effets déstructurants des crises ont démontré la nécessité d'une reconquête des espaces nationaux, difficile à réaliser du fait de l'intervention accrue des agents économiques extérieurs, mais condition essentielle à la définition de stratégies nationales de participation à l'économie mondiale. C'est ainsi que l'on peut comprendre le nouveau souci des équipes dirigeantes brésiliennes, argentines ou coréennes de revenir à une politique de substitution sélective d'importations, la nouvelle hétérodoxie par rapport au modèle libéral consistant à déterminer, en fonction de la contrainte externe comme du contexte intérieur, des seuils "raisonnables" d'efficacité d'une industrie.

3 L'évolution de l'État, désengagement ou nouveau rôle?

C'est en fonction de ces impératifs nouveaux qu'il convient d'analyser l'évolution du rôle de l'État. Le retour en force du néo-libéralisme aurait pu laisser prévoir son effacement au profit des "lois du marché". Le triomphe du reaganisme américain, du thatchérisme britannique et de leurs émules en France et ailleurs a porté au pinacle le dogme du désengagement de l'État du circuit économique et du transfert au secteur privé de pans entiers de l'appareil de production détenus naguère — en Europe du moins — par la puissance publique. Mais ce désengagement bien réel s'est en général cantonné à l'espace national où il ne s'est d'ailleurs pas limité aux privatisations massives. En Grande-Bretagne et en France entre autres, on a assisté à la quasi-disparition de l'État en tant qu'arbitre des conflits sociaux. Le néo-libéralisme a non seulement permis aux grands groupes industriels et financiers d'acquérir un contrôle accru sur les moyens de production — nonobstant la fiction du capitalisme populaire illustré en France par la création de "noyaux durs" pour le rachat des entreprises nationalisées —, mais a donné au patronat un pouvoir sur le salariat dont il avait oublié jusqu'à l'existence

depuis la victoire du réformisme social-démocrate en Occident après la Seconde Guerre mondiale. Le chômage massif et la désaffection à l'endroit d'un syndicalisme obsolète par rapport aux mutations sociétales ont accentué cette reconquête, par le patronat, avec la bienveillance active des équipes au pouvoir, de l'initiative en matière sociale.

Les conséquences de cette spectaculaire évolution des rapports sociaux dans les pays capitalistes développés, notamment la réapparition d'une pauvreté de masse, commencent toutefois à relativiser, comme en matière économique, les vertus du tout libéral, et les nostalgies d'un État-providence en constant rétrécissement deviennent aujourd'hui manifestes. D'autant plus que les fameuses lois du marché invoquées aussi bien dans le domaine de la production et des échanges que dans l'offre et la demande de force de travail sont souvent ignorées par les États libéraux eux-mêmes quand il s'agit de sauvegarder au niveau international les privilèges ou les positions acquises des capitalismes nationaux. La protection des agricultures nationales européennes, les subventions aux exportations généreusement octroyées par Washington, Paris ou Bonn à leurs agriculteurs, les conflits pour la conquête ou la préservation de marchés tiers, les bras de fer périodiques entre les États-Unis et le CEE et entre les partenaires de la CEE, montrent que les États n'ont pas renoncé à défendre les "intérêts nationaux" (dont le contenu il est vrai a changé), soit devant les intérêts nationaux divergents d'Occident ou du Tiers-Monde, soit devant certains phénomènes de transnationalisation dus à une extension des déréglementations. On a donc davantage assisté, ces dernières années, en Occident, à une redéfinition du rôle de l'État et de ses relations avec les différents partenaires sociaux qu'à un réel désengagement qui n'a concerné pour l'instant que certains secteurs de la sphère productive.

Changement de rôle plus que désengagement: on peut observer, *mutatis mutandis*, le même phénomène dans le Tiers-Monde. Aucun pays n'a pu y affronter les péripéties successives de la crise sans que l'État ait joué un rôle déterminant. On l'a vu dans les NPI d'Asie du Sud-Est. On l'a vu également en Amérique latine où les nouveaux régimes ont tenté de mettre en place des stratégies autres que la politique de l'offre des années 1970 et se sont attachés, avec des fortunes diverses, à combattre les dérapages inflationnistes et à relancer l'appareil productif.

C'est en fait dans les pays les plus dominés, souvent ceux-là mêmes où l'État est encore en voie de formation, que la théorie du

désengagement a pu être imposée et expérimentée en quelque sorte au plus près du dogme. En Afrique sub-saharienne, ce processus a contribué à réduire davantage le champ de la souveraineté nationale. Là, le FMI et la Banque mondiale se sont attribué le quasi-monopole de la planification, et les appareils d'État ont eu tendance à céder les entreprises publiques dont la privatisation fait partie de la stratégie mise en œuvre par le Fonds à des partenaires étrangers, à défaut de trouver des capitalistes nationaux capables de jouer les capitaines d'industrie.

On assiste en fait dans une majeure partie du Tiers-Monde à un repli de l'étatisme et à l'avancée du libéralisme, tempéré toutefois par le rôle encore déterminant joué par la puissance publique, non pas tant ici comme régulateur des conflits que comme moteur de la croissance. Dans certains pays parmi les plus industrialisés, l'émergence de capitalismes nationaux capables de prendre le relais de certains secteurs où l'État avait dû intervenir directement au début du processus d'industrialisation a favorisé cette évolution. Ailleurs, on tente de redéfinir le rôle d'un État qui demeure souvent le principal employeur et dont tout retrait, même modeste, entraîne une baisse de la redistribution du surplus constitué par ses deux éléments essentiels que sont la ponction financière constante sur le monde paysan et l'aide extérieure.

Avec des différences essentielles dues à la hiérarchie des formes de domination subies par le Tiers-Monde et à la marge de manœuvre dont y disposent leurs classes dominantes respectives non seulement par rapport à l'étranger mais par rapport à leurs propres formations sociales, l'État quitte les rivages soit du contrôle économique et social absolu, soit du laisser faire en fonction des impératifs du moment du capitalisme transnational, pour négocier, quand il le peut, la nature de l'insertion de son appareil productif dans le système mondial, pour être l'intermédiaire entre la sphère internationale et les intérêts des couches dominantes nationales. Là encore, il a tendance à se libérer partiellement des modèles idéologiques qui ont naguère présidé à sa formation ou à son évolution. N'ayant pu trouver de réponses efficaces à la crise, le tout État a par ailleurs d'autant plus tendance à céder du terrain que la diversification des formations sociales des pays en développement rend de plus en plus difficile l'identification consentante ou forcée de la majorité de la population à l'idéologie unanimiste dont il est porteur.

4 Le social, nouvelle frontière de l'économie

Car la troisième tendance de l'évolution observable au cours des années 1980 consiste justement et paradoxalement en cette réémergence du social comme donnée majeure des réajustements économiques et politiques dans le Tiers-Monde. L'affirmation peut paraître étonnante en ces temps de recul des vieux principes égalitaires et de retour de la notion d'enrichissement comme vertu. La défaite historique du marxisme comme idéologie formatrice de la pensée occidentale a vu en effet, entre autres conséquences, le retour de l'argent comme valeur centrale et morale dans les sociétés européennes.

Où que l'on se tourne pourtant, force est de constater que la dimension sociale du développement fait un retour en force dans les préoccupations politiques des régimes du Tiers-Monde. Contradiction supplémentaire de l'ère néo-libérale: on ne soutient plus guère, c'est devenu impossible, que la croissance est inéluctablement porteuse d'une aggravation des inégalités et que la seconde phase d'un processus de développement consiste à en redistribuer plus également les fruits. Là aussi les faits ont eu raison de certaines certitudes commodes. La faillite du modèle latino-américain est en grande partie une faillite sociale. L'exaspération des conflits due à la marginalisation de la majorité de la population a ôté toute valeur exemplaire aux croissances accélérées de type brésilien où l'échelle des revenus varie aujourd'hui de 1 à 35. La marginalisation de la majorité des populations africaines est également une des raisons de la remise en cause globale des choix économiques des années 1960 et 1970: on s'aperçoit désormais qu'à partir d'un certain niveau de déséquilibre, la donnée sociale devient ingérable, aboutissant à un état permanent d'instabilité politique et à un blocage du processus de croissance. Le cas de l'Inde est à cet égard édifiant: voilà un pays qui a enregistré en vingt ans des réussites sectorielles non négligeables, notamment en matière agricole, et qui est devenu une des principales puissances industrielles du Tiers-Monde. Mais, comme en Amérique latine, le processus s'est effectué sans remise en question préalable des structures traditionnelles de production, en particulier du statut archaïque de la propriété foncière, et n'a pas permis d'atténuer d'impressionnantes inégalités sociales. Si l'Inde n'est plus le sous-continent en perte de vue qu'on évoquait il y a vingt ans, l'insondable misère de près de la moitié de sa population et l'accroissement de la pauvreté en termes absolus interdisent que son développement puisse avoir valeur d'exemple.

On mesure donc aujourd'hui dans le Tiers-Monde les conséquences économiques et politiques désastreuses engendrées par le refus de tenir pour essentielle la dimension sociale du développement. L'exclusion de populations entières a engendré partout des phénomènes de moins en moins maîtrisables par l'État qui voit ainsi se réduire le champ de sa vocation de contrôle social, et parfois la résurgence de rationalités non capitalistes pouvant entrer en contradiction avec les exigences de la croissance capitaliste. On sait l'importance acquise partout dans le Tiers-Monde par l'économie dite informelle: si elle réduit les tensions en permettant aux couches marginalisées de se maintenir au niveau de la survie, elle soustrait au contrôle étatique et au secteur dit moderne des pans entiers de l'appareil productif. Les sociétés marginalisées produisent aujourd'hui des économies parallèles régies par d'autres règles que celles de l'économie officielle. Cet abandon par l'État des catégories non solvables, c'est-à-dire non clientes des industries de biens de consommation durables, peut avoir des conséquences allant parfois jusqu'à la caricature. Dans de nombreux pays africains, le commerce inter-étatique clandestin atteint souvent des niveaux beaucoup plus importants que les échanges officiels, certaines régions frontalières faisant office de véritables zones franches, et, en Afrique de l'Ouest essentiellement, une véritable intégration régionale non officielle est en train de se mettre en place tandis que l'on discute périodiquement au niveau des gouvernements des possibilités d'intensifier des échanges intra-zones considérés comme insuffisants. Et l'on connaît dans certains États andins, comme la Bolivie et la Colombie, l'émergence de véritables "coca-économies" dont les revenus en viennent à dépasser les recettes tirées des activités économiques licites.

Parallèlement à cette dualité croissante d'un certain nombre d'économies en développement, on voit réapparaître çà et là des types d'organisations sociales fondées sur des critères non seulement différents mais en contradiction avec la rationalité définie par l'État: les solidarités traditionnelles religieuses ou ethniques se renforcent dans nombre de pays africains en même temps d'ailleurs que se développent de nouvelles solidarités plus proches des clivages sociaux des sociétés modernes, à la faveur de l'expérience commune de la marginalité urbaine. Les plus grandes villes du Tiers-Monde ne sont pas aujourd'hui mentionnées sur les cartes; ce sont les bidonvilles qui envahissent les métropoles économiques et politiques jusqu'à constituer parfois plus des deux tiers de la population totale.

Si ces distorsions ont pu se développer jusqu'à atteindre leur envergure actuelle, c'est que la plupart des pays du Tiers-Monde sont gouvernés par des régimes qui jouissent d'un fort degré d'autonomie par rapport à leur formation sociale, qui recourent à la contrainte et qui peuvent compter sur le soutien d'une mince frange de la population partie prenante des pouvoirs en place et sur l'aide d'intervenants extérieurs, États centraux et/ou sociétés transnationales solidement implantées dans certains de ces pays. Or les déséquilibres actuels semblent désormais réduire ce degré d'autonomie et obliger les régimes à élargir leur base sociale pour pouvoir gérer les conflits résultant de la crise, reconquérir une autorité intérieure, seule capable de leur donner un minimum de crédibilité face à la nécessité de réagir aux contraintes externes. Les États crédibles aujourd'hui sont ceux qui parviennent à maintenir à un niveau raisonnable les conflits sociaux sans avoir systématiquement recours à la contrainte, qui ont entrepris sur le plan économique une reconquête de leur marché intérieur leur donnant une plus grande marge de manoeuvre dans les négociations internationales, et qui ont donc réussi à maintenir ou à réintroduire dans le circuit officiel les catégories susceptibles d'être victimes des mutations engendrées par la croissance. Pour en revenir au cas du Sud-Est asiatique, une des clefs de la relative bonne santé sud-coréenne et taïwanaise réside dans l'intégration entretenue par les économies périphériques au système dominant, cette diversification ayant à son tour entraîné une différenciation des modes de croissance et des types d'insertion des pays du Tiers-Monde au sein du système.

C'est en tenant compte de ce double mouvement d'uniformisation et de diversification qu'il est aujourd'hui possible d'analyser le rôle respectif des acteurs de la scène mondiale: à la fin des modèles à vocation universelle succède un mondialisme "pragmatique" qui, sans chercher à remettre en cause la validité d'un système toujours dominant, élargit l'éventail des types d'une participation devenue inévitable. La faillite de certitudes antagoniques ayant prétendu à une hégémonie théorique dans le Tiers-Monde laisse la place à la résurgence de réalités aggravées par l'exaspération des contradictions de cette décennie: l'importance accrue des données démographique, sociale, urbaine, oblige les États du Tiers-Monde à redéfinir leur rôle, sachant qu'aucun processus de croissance ne peut permettre de reporter à plus tard la gestion des conflits nés des mutations actuelles. Dans les pays du Nord également, occidentaux comme socialistes, les bouleversements des quinze dernières années produisent une série de remises en cause dont les effets rejaillissent aussi sur le reste d'un monde dont ils demeurent le

lieu essentiel de pouvoir. Dans ce monde internationalisé où les préoccupations nationales retrouvent une place majeure en changeant d'objet, les rapports de force évoluent aussi en fonction des reclassements internes au sein des sociétés du Nord et du Sud, et du rôle nouveau de certains États du tiers-monde et d'acteurs transnationaux. Sans pour autant que la décennie qui s'achève soit porteuse de solutions aux problèmes des Tiers-Mondes qui peuplent toujours la planète, l'histoire du développement entre avec elle dans un deuxième âge.

Sophie Bessis
Jeune Afrique